

**"Tactique ancienne et tactique nouvelle  
(effet des réformes sur la condition ouvrière)", 1986**

Les principales revendications ouvrières ont été obtenues (les 8 heures de travail, un salaire décent, la sécurité sociale...), ce qui a entraîné l'intégration de la population ouvrière dans la société. Et une croissance sans précédent de l'industrie.

Dès lors, les réformes n'ont-elles pas changé de nature ?

Où mène le "syndicalisme de combat" dans une telle situation ? Que deviennent les ouvriers de l'automobile qui se sont révoltés contre le travail à la chaîne et les ouvriers des anciens secteurs (sidérurgie...) qui se sont mobilisés pour le "contrôle ouvrier" ?

# **Tactique ancienne et tactique nouvelle**

**(effet des réformes sur la condition  
ouvrière)**

**M. Nejszaten**

**avril 1986**

# AVANT-PROPOS

Note:

L'analyse des résultats des réformes me semble utile pour tous ceux qui luttent contre le libéralisme. Il faudrait la prolonger par l'étude de l'effet des mesures environnementales sur le développement des entreprises capitalistes occidentales comme l'effet des campagnes du style *Vêtements propres* sur les entreprises du Sud.

Ce texte a été écrit au début de l'analyse critique du marxisme, il est encore imprégné de conceptions anciennes. Certains passages ont été enlevés ou légèrement modifiés.

Les quelques rectifications sont indiquées en d'autres caractères ou signalées par une date (2004).

Il devient de plus en plus difficile de prétendre que la faiblesse du mouvement ouvrier n'est qu'un phénomène passager.

Le programme marxiste pour accéder au communisme ne s'est pas réalisé, mais il a servi au progrès de la condition ouvrière; il reste muet devant toutes sortes de transformations qu'il n'avait pas prévues, il a conduit lui-même à des sociétés capitalistes d'un type particulier en devenant négatif<sup>1</sup>.

Nous essayons de déterminer les limites du marxisme en utilisant pour l'essentiel le marxisme lui-même, ce qui indique que notre distanciation se mène prudemment, sans trop de précipitation.

Ce texte consacré à la tactique s'appesantit plus sur la lutte économique que sur la lutte politique, cela tient à ce que l'activité des ouvriers ne se déroule quasiment plus dans la politique. Néanmoins, les conclusions qu'on en tire sont valables pour la tactique en général.

---

<sup>1</sup> La critique de la base théorique de la tactique marxiste a été retirée pour ne pas alourdir le texte; elle est introduite à part (2004).

# EFFETS DE LA TACTIQUE MARXISTE

## LA TACTIQUE MARXISTE

La position de Marx vis-à-vis de la lutte salariale résume assez bien le fond de la tactique marxiste:

*[La] tendance générale de la production capitaliste n'est pas d'élever le niveau moyen des salaires, mais de l'abaisser c'est-à-dire de ramener, plus ou moins, la valeur du travail à sa limite la plus basse. Mais, telle étant la tendance des choses dans ce régime, est-ce à dire que la classe ouvrière doit renoncer à sa résistance contre les atteintes du capital et abandonner ses efforts pour arracher dans les occasions qui se présentent tout ce qui peut apporter une amélioration temporaire à sa situation ? Si elle le faisait, elle se ravalerait à n'être plus qu'une masse informe, écrasée, d'êtres faméliques pour lesquels il n'y aurait plus de salut. Je pense avoir montré que ses luttes pour des salaires normaux sont des incidents inséparables du système du salariat dans son ensemble, que, dans 99 cas sur 100, ses efforts pour relever les salaires ne sont que des tentatives pour maintenir la valeur donnée au travail, et que la nécessité d'en disputer le prix avec le capitaliste est en connexion avec la condition qui l'oblige à se vendre elle-même comme une marchandise. Si la classe ouvrière lâchait pied dans son conflit quotidien avec le capital, elle se priverait certainement elle-même de la possibilité d'entreprendre tel ou tel mouvement de plus grande envergure.*

*En même temps, et tout à fait en dehors de l'asservissement général qu'implique le régime du salariat, les ouvriers ne doivent pas s'exagérer le résultat final de cette lutte quotidienne. Ils ne doivent pas oublier qu'ils luttent contre les effets et non contre les causes de ces effets, qu'ils ne peuvent que retenir le mouvement descendant, mais non en changer la direction, qu'ils n'appliquent que des palliatifs, mais sans guérir le mal. (Marx, O. C., T. 2, p. 75-6)*

Marx ramène la lutte salariale à peu de choses et, en même temps, il délimite toute lutte pour des réformes dans le cadre du capitalisme.

Alors que Lénine affirme que la bourgeoisie donne des réformes d'une main et les reprend de l'autre, Marx est plus catégorique: la réforme est de toute façon minime, instable; il va plus loin encore: elle finit par servir le capitalisme: *Vous connaissez tous la loi de 10 heures ou plus exactement de 10 heures 1/2, mise en vigueur en 1848. Ce fut un des plus grands changements économiques dont nous ayons été témoins. [...] Ce fut une hausse de salaire en des circonstances singulièrement défavorables. Le docteur Ure, le professeur Senior et tous les autres porte-parole officiels de l'économie de la bourgeoisie prouvèrent [...] qu'on sonnait ainsi le glas de l'industrie anglaise. [...] Eh bien ! quel fut le résultat ? Une hausse des salaires en argent pour les ouvriers d'usine malgré la diminution de la journée de travail, une augmentation importante du nombre des ouvriers occupés dans les usines, une baisse ininterrompue des prix de leurs produits, un développement merveilleux de la force productive de leur travail, une extension continue inouïe du marché pour leurs marchandises. (Ibidem, p. 34-5)*

Ouvriers et capitalistes ont profité de la baisse du temps de travail. Dans "Le Capital", Marx revient à plusieurs reprises sur ce paradoxe apparent: *[Cela] change avec le raccourcissement légal de la journée. L'énorme impulsion qu'il donne au développement du système mécanique et à l'économie des frais contraint l'ouvrier aussi à dépenser au moyen d'une tension supérieure, plus d'activité dans le même temps, à resserrer les pores de sa journée et à condenser ainsi le travail à un degré qu'il ne saurait atteindre sans ce raccourcissement. (Marx, Le Capital, T. 2, p. 92, Éditions sociales)*

Il donne des exemples: *Dans la fabrication des allumettes chimiques, il fut tenu pour loi de la nature que les jeunes garçons, au moment même où ils avalaient leur dîner, plongeassent des baguettes de bois dans une composition de phosphore réchauffée dont les vapeurs empoisonnées leur montaient à la tête. En obligeant à économiser le temps, la loi de fabrique de 1864 amena l'invention d'une machine à immersion (dipping*

machine) dont les vapeurs ne peuvent plus atteindre l'ouvrier (Note: l'introduction de cette machine avec d'autres clans les fabriques d'allumettes chimiques a, dans un seul département, fait remplacer 230 adolescents par 32 garçons et filles de 14 à 17 ans. Cette économie d'ouvriers a été poussée encore plus loin en 1865 par suite de l'emploi de la vapeur).

De même on entend encore affirmer dans ces branches de la manufacture des dentelles, qui jusqu'ici n'ont pas encore perdu leur liberté que "les repas ne pourraient être réguliers à cause des longueurs de temps différentes qu'exigent pour sécher les diverses matières, différences qui varient de 3 minutes à l'heure et même davantage". Mais, répondent les commissaires de l'enquête sur l'emploi des femmes et des enfants dans l'industrie, [...] les circonstances sont exactement les mêmes que dans les fabriques de papier peint... où les principaux fabricants faisaient vivement valoir qu'en raison de la nature des matériaux employés et de la variété des opérations, il était impossible, sans un préjudice considérable, d'interrompre le travail pour les repas... [On] leur accorda [...] un sursis de 18 mois, passé lequel ils devaient se soumettre aux interruptions de travail pour les repas [...]. Qu'arriva-t-il ? La loi avait à peine obtenu la sanction parlementaire que messieurs les fabricants reconnaissent s'être trompés: "Les inconvénients que l'introduction de la loi des fabriques nous faisait craindre ne se sont pas réalisés. Nous ne trouvons pas que la production soit le moins du monde paralysée; en réalité, nous produisons davantage dans le même temps." (Ibidem, p. 155-6)

Les grèves elles-mêmes suscitent le développement du machinisme: C'est [la machine] comme puissance ennemie de l'ouvrier que le capital [...] emploie, et il le proclame hautement. Elle devient l'arme de guerre la plus irrésistible pour réprimer les grèves, ces révoltes périodiques du travail contre l'autocratie du capital. D'après Gaskell, la machine à vapeur fut dès le début un antagoniste de la "force de l'homme" et permit au capitaliste d'écraser les prétentions croissantes des ouvriers qui menaçaient d'une crise le système de fabrique à peine naissant. On pourrait écrire toute une histoire au sujet des inventions faites depuis 1830 pour défendre le capital contre les émeutes ouvrières.

Dans son rapport, lu devant la commission des Trade-unions, M. Nasmyth, l'inventeur du marteau à vapeur, énumère les perfectionnements du machinisme auxquels il a eu recours par suite de la longue grève des mécaniciens en 1851. (Ibidem, p. 116-7)

Cette généralisation [des lois de fabrique], devenue indispensable pour protéger la classe ouvrière physiquement et moralement, hâte en même temps, comme nous l'avons déjà indiqué, la métamorphose du travail isolé, disséminé et exécuté sur une petite échelle, en travail socialement organisé et combiné en grand et, par conséquent, aussi la concentration des capitaux et le régime exclusif de fabrique. Elle détruit tous les modes traditionnels et de transition derrière lesquels se dissimule encore en partie le pouvoir du capital, pour les remplacer par son autocratie immédiate. Elle généralise en même temps la lutte directe engagée contre cette domination. Tout en imposant à chaque établissement industriel, pris à part, l'uniformité, la régularité, l'ordre et l'économie, elle multiplie par l'énorme impulsion que la limitation et la régularisation de la journée de travail donnent au développement technique, l'anarchie et les crises de la production sociales, exagère l'intensité du travail et augmente la concurrence entre l'ouvrier et la machine. (Ibidem, p. 178)

Le point de vue de Marx est clair et sans équivoque: il appuie la lutte pour les réformes non parce qu'elle freine le développement du capitalisme, mais au contraire parce qu'elle le favorise. Marx va jusqu'à se réjouir de la prolétarianisation de la société par l'industrialisation capitaliste. Cela tient naturellement à la nécessité d'éliminer la féodalité, d'éliminer aussi les effets tragiques pour les ouvriers du capitalisme naissant. On comprend aussi pourquoi Marx prévient les ouvriers qu'ils ne doivent pas s'exagérer l'importance de la lutte pour les réformes. Que la condition ouvrière ait changé, que le salaire ait augmenté ne rend pas caduc le fond de l'appréciation de Marx sur les réformes et les machines.

Les réformes politiques sont traitées d'une manière semblable; qu'on se rappelle comment Engels jugeait les élections parlementaires. Lénine est revenu longuement sur le contenu étroit et hypocrite de la démocratie bourgeoise aménagée par les réformes, dans "L'État et la révolution" et "La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky".

Qu'attendent alors Marx et Engels d'une réforme comme les 8 heures ?

*Nous considérons la réduction des heures de travail comme la condition préliminaire sans laquelle toutes les tentatives ultérieures d'amélioration et d'émancipation avorteront. Il faut rétablir l'énergie et la santé des masses laborieuses, qui forment le véritable corps de la nation. Il n'est pas moins nécessaire de leur fournir la possibilité du développement intellectuel, des relations sociales et de l'activité publique et sociale. (Marx, O. C., T. 2, p. 79)*

Ils espèrent un effet à court terme, sans craindre la *récupération* par le capitalisme, puisque la lutte pour le pouvoir devrait intervenir et régler ces questions dans son sillage. Le reproche qu'Engels fait aux opportunistes est justement de sacrifier le but final au moment présent: *Cet oubli des grandes considérations essentielles devant les intérêts passagers du jour, cette course aux succès éphémères et la lutte qui se livre tout autour, sans se préoccuper des conséquences ultérieures, cet abandon de l'avenir du mouvement que l'on sacrifie au présent, tout cela a peut-être des mobiles honnêtes. Mais cela est et reste de l'opportunisme. (Critique du programme d'Erfurt, Éditions sociales, p. 103)*

La tendance est d'opposer but final et moment présent plutôt que tactique réformiste et tactique marxiste *immédiate*.

Même fil conducteur pour les formes de lutte. L'exemple de la grève générale est significatif. Engels estimait qu'elle ne pourrait survenir, que c'était une lubie anarchiste: *Simplement tout le monde admettait qu'il fallait pour la faire que la classe ouvrière soit entièrement organisée et qu'elle ait des fonds de réserve. C'est là précisément que le bât blesse. D'une part les gouvernements, surtout si on les encourage par l'abstention politique, ne laisseront jamais arriver à ce stade ni l'organisation ni la trésorerie des ouvriers; et d'autre part les événements politiques et les interventions des classes dominantes amèneront l'affranchissement des travailleurs bien avant que le prolétariat ne parvienne à se donner cette organisation idéale et ce fonds de réserve gigantesque. Par ailleurs, s'il les possédait, il n'aurait pas besoin du détour de la grève générale pour parvenir à son but. (cité dans R. Luxemburg, Oeuvres I, éd. Maspero, p. 92-3)*

La grève générale est associée à la révolution, à la prise du pouvoir. Elle n'est pas encore considérée comme un moyen de lutte possible pour obtenir des réformes plus ou moins importantes.

Le sort moderne des ouvriers commença à se dessiner dans une Angleterre en plein essor, laissant Engels indécis, réservé. Autant il dénonce l'aristocratie ouvrière, la minorité d'ouvriers privilégiés se vendant au capital, autant place-t-il ses espoirs dans les couches les plus pauvres des ouvriers anglais dont la condition ressemble fort à celle qu'il a connue dans les années 1840; il reste cependant silencieux devant les ouvriers des grandes usines bénéficiant d'une partie des réformes contenues dans le programme marxiste immédiat (voir Préface à la "Situation de la classe laborieuse en Angleterre", O. C., T. 3). Ces ouvriers anglais façonnés par le capital et par les réformes constituent la grande masse des ouvriers de notre époque, vis-à-vis desquels le programme marxiste immédiat n'a plus grand chose à proposer. Les effets à long terme des réformes prévus par Marx se sont réalisés, les réformes ont effectivement servi d'aiguillon au déploiement du capital à travers le monde.

Aujourd'hui, les conditions ont donc changé, les ouvriers ne sont plus pareils et le capitalisme n'est plus pareil non plus.

# LA CONDITION OUVRIÈRE MODERNE<sup>2</sup>

La classe ouvrière a été réformée de fond en comble au cours de la 2<sup>e</sup> moitié du 20<sup>e</sup> siècle. Elle produit, elle consomme, elle se distrait en faisant prospérer le capital et en dépendant toujours plus de lui; elle se syndique, elle fait grève pour améliorer quelque peu sa place dans la société capitaliste, non pour la détruire. En ce sens, on peut parler d'intégration de la classe ouvrière dans le capitalisme. Une des conditions de cette intégration est que les ouvriers jouissent d'un emploi, d'un bon salaire pour consommer, travaillent 8 h et moins pour qu'on puisse généraliser le travail en équipe et élargir le champ de la consommation (loisirs, TV...), disposent de la sécurité sociale pour rester fonctionnels plus longtemps; bref, il a fallu que les revendications principales du mouvement ouvrier soient reconnues d'utilité publique pour le capital. L'économiste Keynes a d'ailleurs aménagé l'économie politique en tenant mieux compte du rôle économique des travailleurs, et des grands trusts comme Philips essaient même de précéder le mouvement revendicatif. Le mouvement ouvrier a catalysé le formidable développement de la production capitaliste. Même aux États-Unis où le mouvement syndical a apparemment eu moins de puissance que dans les pays européens, un Taylor a compris l'importance d'accorder des hauts salaires pour briser la résistance corporatiste (ou décrite comme telle) des ouvriers américains.

D'où provient cette communauté d'intérêt qui semblait inimaginable encore au siècle passé ? Si l'on met face à face les exigences du mouvement ouvrier à ses débuts et celles de la grande production capitaliste, la réponse apparaît (nous nous limitons aux grandes lignes):

<i>revendications immédiates</i>	<i>mise en valeur du capital</i>	<i>obstacles immédiats</i>
Échapper à la famine (salaire décent, biens de consommation bon marché)	Grande production et consommation de masse	Perte de profit si hausse de salaire non suivie d'une hausse de production
Travailler 8 heures et avoir un emploi	Travail intensif, en équipe (posté) <sup>3</sup> , bas turn over <sup>4</sup>	Idem si production faible
Sécurité sociale	Stabilité de la production (peu d'absences) et de la consommation (chute si on ne paye pas les chômeurs et les malades)	Perte si marché du travail fourni, si production et consommation ne sont pas à une large échelle
Sécurité, hygiène	Baisse du coût des accidents, des arrêts, des remous sociaux	Perte si trop de dépenses pour la sécurité et l'hygiène
Initiative, entente	Meilleur rendement	Perte d'autorité, freinage de la production
Droits syndicaux et de grève	Paix sociale, pas de grève à l'improviste	Primes aux ouvriers et aux syndicats quand la paix sociale est respectée

L'identité d'intérêt a atteint un point culminant à partir des années 60, lorsque les besoins des ouvriers se sont adaptés à la production de masse (auto, TV, électroménager, logement...). Tout cela

<sup>2</sup> Voir l'analyse dans "L'âge d'or de la condition ouvrière (1960-1980)". (2004)

<sup>3</sup> Travail posté: travail à pauses, comme, par exemple, successivement 6-14h, 14-22h, 22-6h (2004).

<sup>4</sup> Turn over: rotation du personnel (départs et arrivées) (2004).

est traité dans "L'âge d'or de la condition ouvrière (1960-1980)" et dans "Capitalisme d'aujourd'hui - socialisme de demain"; les besoins des ouvriers de production se satisfont des produits fabriqués à la chaîne, parce que l'ouvrier est au fond devenu une pièce de la machine, un pion d'un échiquier. Les revendications immédiates du mouvement ouvrier ont alors progressivement changé de nature, en même temps que patronat et syndicats reconnaissent leur complémentarité relative.

Les obstacles à l'intégration des ouvriers datent du début du capitalisme, avant l'électrification et le travail à la chaîne, ou concernent une petite production. Les premiers capitalistes, bornés, craignant toute perte de profit, se sont heurtés brutalement au mouvement ouvrier. Ce qu'il y a de commun entre capitalistes et ouvriers n'apparaît pas encore bien, parce que le capitalisme se cherchait encore, pourrait-on dire; c'est en partie le mouvement ouvrier qui a contraint *inconsciemment* le capital à aller jusqu'au bout, à exacerber toutes ses capacités productives. Certains passages de l'ouvrage de Marx intitulé "Travail salarié et capital" traitent déjà de l'identité ouvrier-capitaliste; ils prennent toute leur valeur lorsque le capitalisme est en expansion.

Échapper à la famine est devenu obtenir le *bien-être*, travailler 8 heures est devenu travailler *de moins en moins* (40 h, 36 h, congés payés...), avoir un emploi est devenu *garantie de l'emploi (emploi à vie)*, etc. Ces nouvelles revendications sont déterminées par la place que les ouvriers occupent dans la production capitaliste, elles reflètent par leur contenu l'inadaptation relative des ouvriers à la société capitaliste, alors que les *vieilles* revendications révélaient l'inadaptation des ouvriers aux débuts du capitalisme; à l'heure actuelle, le mouvement revendicatif ne met pas en cause le capitalisme, il table au contraire sur sa stabilité, sur sa croissance, tandis qu'auparavant, le mouvement ouvrier a déstabilisé (à court terme) la production, il ne se souciait que très peu de la viabilité des entreprises, il luttait pour sa survie qui semblait impliquer une *société plus juste, égalitaire, communiste*.

Cependant, l'identité n'est pas absolue aujourd'hui, les obstacles n'ont jamais vraiment disparu, la résistance à l'intégration au capitalisme n'a jamais cessé, le texte sur la condition ouvrière en fait état. Les obstacles ne peuvent être surmontés à cause des limites même du capitalisme:

- le développement de la production est inégal (selon les régions, les pays, la conjoncture...), les produits de consommation ont quasiment toujours des effets nuisibles (pour la santé, pour les rapports sociaux...);
- l'intensification du travail est insupportable à un certain degré qui est déjà atteint ou que les capitalistes s'efforcent d'atteindre à tout prix (travail à la chaîne, surveillance et contrôle des machines électroniques...);
- l'emploi est dépendant de la production, il est donc instable et sa précarité devient la norme dans de nombreux pays autrefois prospères;
- le coût de la sécurité sociale qui ne fonctionne pas (encore) selon les critères capitalistes est tel que le système est en voie de démantèlement; lorsqu'il sera soumis plus étroitement aux impératifs de la rentabilité, il sera beaucoup plus injuste, inégal, à la carte (voir les États-Unis);
- les conditions de travail ne peuvent s'améliorer réellement puisque les nouvelles machines, les nouveaux produits chimiques et autres produits se succèdent à un rythme rapide, effréné; le capital ne peut tolérer qu'on retarde leur introduction jusqu'à ce que leurs effets nuisibles soient décelés et éliminés;
- l'initiative des ouvriers ne peut gêner l'expansion du capital, elle doit donc servir les critères de rentabilité capitaliste (Japon), sinon elle est combattue violemment. L'entente entre ouvriers risque de gêner l'organisation du travail individualisée, parcellisée et risque de freiner la soumission encore plus complète des ouvriers aux machines, elle n'est tolérée que si elle s'élargit à la maîtrise, voire à la direction (Japon);



- les droits syndicaux et de grève sont utilisés seulement pour mieux négocier la paix sociale; une grève annoncée et se déroulant paisiblement ne met nullement en difficulté la direction qui a le temps de prendre des précautions. Caterpillar Belgium prévoyait un fonds de réserve pour une grève d'un mois; même la longue grève des mineurs anglais a été préparée soigneusement par le gouvernement Thatcher.

L'identité est en réalité un marché de dupes dont les ouvriers sont les victimes à terme; une nouvelle dégénérescence physique et psychique les menace, dont ils n'ont pas encore conscience à cause des nouvelles formes qu'elle prend (voir texte sur la condition ouvrière).

Les besoins et les revendications des ouvriers se sont ressentis de leur passage d'une position hostile au capitalisme à une position de soutien critique.

Les besoins et les revendications proviennent de multiples facteurs: leur recherche est déjà tout un programme. Dans nos pays, les ouvriers sont influencés par les habitudes et les moeurs de l'époque du corporatisme des manufactures et sans doute aussi de la paysannerie; on connaît encore des syndicats de métier; le corporatisme est toujours vivace dans plusieurs métiers et secteurs économiques.

Cependant, il n'y a pas que l'aspect rétrograde, égoïste à en retenir, il y a des aspects collectifs qui se sont incrustés et imprègnent de nombreuses activités culturelles (fanfares, chœurs, etc.), sociales (syndicalisme, entraide, coopératives...) et ainsi de suite.

Même encore aujourd'hui, de nombreux ouvriers aspirent à retrouver certaines des traditions du passé qui ont véritablement éclos entre les années 30 et 50 en Europe occidentale, lorsqu'un certain équilibre a été atteint: le capitalisme était dans une mauvaise passe (crise, mouvement ouvrier fort...), mais résistait; la classe ouvrière était d'attaque, mais ne menaçait pas le pouvoir; du point de vue économique, cette période fait la transition entre le début du capitalisme et l'apogée de l'impérialisme, entre une classe ouvrière à peine sortie de la féodalité et une classe ouvrière entrant dans la "société de consommation". Le fascisme et la guerre mondiale ont renforcé ces tendances (d'abord favorables aux ouvriers et aussi au capital). À cette époque, les revendications mêlent le désir d'égalité, de solidarité, de vivre décemment, de réagir à l'exploitation capitaliste (voir tout ce qui tourne autour de 1936: l'ambiance de l'unité retrouvée, les congés payés, le refus des ouvriers d'arrêter la grève générale sur l'injonction du Front Populaire...). C'est cette incohérence qui a désarmé les ouvriers lorsque les principales revendications ont été acceptées par la bourgeoisie et appliquées tant bien que mal.

Les nouvelles exigences découlent plus directement des besoins du capitalisme moderne, des conditions dans lesquelles les ouvriers se sont installés (ou plus exactement ont été installés) dans la production et la vie quotidienne. Il s'agit au fond d'accéder à la petite bourgeoisie qui, aux yeux des ouvriers, passe pour vivre mieux; mais les réminiscences du passé et la situation d'exploité détournent des aspirations identiques à celles de la petite bourgeoisie; chez les ouvriers, les besoins individuels de défoulement, de fuite se heurtent aux besoins collectifs d'entraide et de solidarité, les besoins individuels d'épanouissement se heurtent aux besoins collectifs corporatistes; ces contradictions et bien d'autres encore forment le contenu du *bien-être* petit-bourgeois réclamé par les ouvriers<sup>5</sup>.

## TROIS TENDANCES OUVRIÈRES ACTUELLES

Nous ne reproduirons pas ici nos recherches sur la condition ouvrière moderne. Il est cependant frappant que les "marxistes" actuels n'aient pas plus approfondi la relation entre l'action, les

---

<sup>5</sup> Ce bien-être imaginaire pour les ouvriers s'exprime par ces souhaits: vie paisible et sans heurts, bon revenu, belle maison, enfants aimables et serviables, etc. Dans la pratique, cela ne se passe pas si bien...

revendications du mouvement ouvrier et la situation présente de la classe ouvrière. Ils se contentent de mettre sur le dos des capitalistes l'exploitation, le travail à la chaîne, la grande production et la consommation de masse, ils font comme si les partis et syndicats ouvriers n'avaient pas influé sur le développement du capitalisme. Marx lui-même prévoyait ce qu'un combat pour les 8 heures allait engendrer comme impulsion au machinisme. Et il ne faut pas être un grand savant pour se rendre compte que bon nombre de revendications du mouvement ouvrier sont passées dans la pratique et ont été modulées par le capital selon les prévisions de Marx. Pour le vérifier, observons ce que les tendances les plus énergiques du mouvement ouvrier ont voulu et obtenu alors que la classe ouvrière entrait de plain-pied dans la société après la guerre 40-45.

I. Un des centres les plus puissants de la lutte de classe en Belgique était traditionnellement situé à Liège qui accueillait notamment l'entreprise sidérurgique Cockerill. Dans les années 20, une partie des sidérurgistes s'organisèrent dans les Chevaliers du Travail de Julien Lahaut (qui rejoignit le PCB-Parti communiste de Belgique) et ils furent aux côtés des mineurs dans tous les grands conflits; pendant l'occupation, les ouvriers de la sidérurgie liégeoise menèrent encore des grèves et soutinrent la Résistance. Vers la fin de la guerre, une nouvelle tendance, de type anarcho-syndicaliste, conduite par André Renard, s'implanta dans l'entreprise et donna naissance à un courant qui s'intitula lui-même *syndicalisme de combat*.

Le mot d'ordre central de Renard, la *Révolution constructive*, ouvrait toutes sortes de perspectives qui ne se sont pas concrétisées. En plus des revendications traditionnelles s'est ajouté le contrôle ouvrier en tant qu'objectif immédiat; Renard a participé à de nombreuses commissions paritaires en pensant pouvoir exercer un contrôle sur l'économie; en 1960-61, il s'est retiré en avouant l'échec de cette démarche et il est revenu à l'*action directe* qui a pris forme avec la grève générale de 60-61 et qui a tourné en défaite.

Dans la foulée de Renard, un courant plus décidé, proche du trotskisme, s'est exprimé dans certains secteurs, principalement à l'aciérie Thomas de Cockerill, à partir des années 60. L'interview de deux militants ouvriers donne un aperçu de l'activité de ce courant.

---

## Les débuts

J.: Je suis entré dans l'usine en 1948. Il y avait deux tendances syndicales: la FGTB qui était majoritaire et la CSC. Lorsque le délégué Goire est arrivé, il a souhaité qu'il n'y ait qu'un seul syndicat afin de réaliser l'unité des ouvriers. Les ouvriers ont comparé sa façon de travailler et celle des autres délégués, et bientôt tout le monde a décidé de se syndiquer à la seule FGTB.

Quand un délégué n'était pas bien apprécié, on le critiquait en assemblée et il donnait alors sa démission. L'aciérie se tenait comme un seul homme. Les ouvriers avaient du caractère et ils ne se laissaient pas impressionner par les chefs. On a ainsi pu obtenir des augmentations de salaire, des améliorations dans la sécurité et aussi les 18 mois (si un ouvrier était muté à un poste où le salaire était moindre, il conservait son ancien salaire pendant 18 mois et puis progressivement son salaire s'adaptait à celui du poste).

## Le syndicalisme de combat

M.: Je suis entré à Cockerill en 1958 par l'intermédiaire d'un entrepreneur (intérim) et j'ai été engagé en 1960. Déjà, à ce moment-là, on pratiquait un syndicalisme de combat. On se battait pour obtenir toujours plus pour les travailleurs. Le permanent Goire allait toujours de l'avant. On se trouvait d'accord assez souvent avec les délégués communistes. Au comité syndical (qui réunit tous les délégués

de Cockerill), parfois le groupe de Goire se battait seul, parfois le groupe communiste de Baiwir soutenait. On se battait pendant des heures et on parvenait à renverser la vapeur.

Un exemple. Lors de la grève des employés en 1971 qui nous mettait au chômage technique, notre avis était que le patron était responsable de ce chômage et non les employés, car le patron ne voulait pas négocier. On réclama un supplément d'allocation de chômage, mais la direction ne voulait rien entendre. À minuit, nos responsables de la Fédération syndicale s'amènèrent: nous attendions depuis 17 h. Ils firent un speech dans lequel ils estimaient que nous n'avions rien à revendiquer, que nous étions au chômage technique, et c'était tout. Le comité syndical s'est divisé en deux. Notre groupe fit 52 interventions, on est sorti avec un vote unanime et les responsables ont été renvoyés à leur Fédération. Donc, on combattait le patron et aussi la bureaucratie syndicale.

Tous les ans, on avait une augmentation de salaire en plus de l'index, ce qu'on n'a plus eu depuis 1973. Huriaux, un des patrons, en sait quelque chose. Même 7 ans après le licenciement [de Goire et d'autres délégués], Huriaux et Clerdent ne veulent pas que Goire entre dans l'usine même pour un jour.

Partout où il y avait une grève juste, Goire envoyait des délégués et des ouvriers pour renforcer les piquets. Nous sommes allés jusque Waterschei (mine du Limbourg).

Un délégué doit avoir une ligne politique, sinon il ne peut rien faire ! À Cockerill, nous avons fait des cellules du PWT (Parti wallon des Travailleurs), puis de la LRT (trotskiste)...

## Une sorte de contrôle ouvrier

M.: J'avais l'initiative dans le secteur où j'étais délégué. Avant d'être élu, je ne prétendais pas être un meneur d'hommes mais les ouvriers venaient déjà me trouver pour que je les représente. Notre secteur a dû fermer, bon nombre d'ouvriers sont partis au Thomas, puis j'ai suivi en démissionnant. Au Thomas, je suis resté simple manœuvre. Au Thomas, nous pratiquions une sorte de contrôle ouvrier. Goire et son équipe étaient au courant des marchandises entreposées bien qu'on n'ait pas contrôlé sur les livres de compte. Si on travaillait à 3 à un poste, pas question de travailler à 2, sinon il fallait une compensation salariale. Pour les 33 coulées, s'il manquait un homme, on n'en faisait que 25.

Dans toutes les négociations que j'ai connues avec la direction, celle-ci ne cachait pas ses intentions: *Quand il y aura moyen de l'avoir [Goire], on l'aura !*

J.: En début de pause, pas besoin de la présence du délégué pour faire moins de coulées s'il y avait trop peu d'hommes. C'était inculqué à tous.

## Assemblées, sécurité, hygiène

J.: D'office, il y avait une assemblée syndicale chaque mois. Goire nous avait mis devant nos responsabilités: il avait dit aux hommes du bassin, des poches, des cornues, etc.: *Vous relevez vous-mêmes ce qui ne va pas*. Chaque secteur rapportait en assemblée ce qui n'allait pas.

Pour la sécurité et l'hygiène, il y avait négociation avec la direction tous les mois. La délégation y allait avec des ouvriers *en tournante*. Chaque secteur avait son délégué de sécurité et d'hygiène et on détectait les problèmes. J'ai connu deux arrêts de travail pour des questions de sécurité. Il fallait de l'argent pour des appareils qui aspirent la poussière. Mais, en général, pour la sécurité, les arrêts de travail n'étaient pas nécessaires.

Un secteur était ouvert à tous les vents et les ouvriers avaient mis des braseros. Puis, comme le tas de coke baissait trop rapidement à leur goût, des chefs ont fait culbuter des braseros. Nous avons téléphoné à Goire. Il est allé dans les bureaux et il a fermé toutes les vannes des radiateurs. *Quand vous aurez rallumé tous les braseros, les vannes seront rouvertes; si les ouvriers doivent avoir froid, alors vous aussi*.

Nous portions à l'époque de vieux costumes ignifugés avec des rapiécages partout et pas moyen d'en obtenir de nouveaux. Au bout du compte, les ouvriers ont arrêté le travail, j'ai téléphoné à la direction.

Nous avons pu aller chercher de nouveaux costumes dans un secteur où le magasinier était moins *accroché* à ses réserves.

## Les licenciements de 1973

M.: Avant 1973, on ne disait pas assez aux ouvriers qu'on pratiquait un syndicalisme de combat. On est arrivé à un stade où les travailleurs faisaient tellement confiance au permanent qu'ils le laissaient agir seul. Ce n'était que lorsqu'il n'obtenait pas satisfaction qu'il revenait en assemblée.

Au moment de la grève de Caterpillar (avril 73), nous nous sommes rendu compte qu'on décapitait tous les délégués combatifs. En octobre, nous nous sommes d'abord battus pour une augmentation salariale, puis pour défendre nos 7 délégués licenciés; nous n'avons pas été suivis par les autres délégués de Cockerill.

Avant de décider l'occupation, Goire insista pour que ceux qui savaient qu'ils seraient empêchés d'y participer votent contre. Il y eut environ 600 voix pour l'occupation (les 2/3 à peu près), mais 30 seulement sont venus occuper. Dès le début de l'occupation, nous savions que la bataille était perdue. Les travailleurs n'ont pas compris le combat qu'ils menaient, pas seulement pour des sous, pour autre chose aussi. Toutefois, on ne s'imaginait pas que la Fédération syndicale accepterait le licenciement des 7 même si on savait que les mandats étaient perdus.

Nous avons essayé de réintégrer les délégués de toutes les manières, mais les nouveaux délégués mis en place ont dû jurer fidélité à la Fédération. Il fallait passer par elle pour toute action; on a fait du *syndicalisme alimentaire*.

La crise économique est arrivée. Après avoir amputé la délégation de ses éléments combatifs, c'était facile d'accuser le restant d'être responsable de la crise. Comme la délégation avait peur, les ouvriers ont pris peur aussi. On ne fait même plus du syndicalisme alimentaire.

---

Les ouvriers de l'aciérie Thomas avaient la réputation d'être *corporatistes*. Ils avaient probablement les plus hauts salaires du pays; même dans Cockerill, ils formaient un groupe à part, envié par certains, critiqué par d'autres. Ils avaient voté leur adhésion à un seul syndicat, en l'occurrence la FGTB, pour rester unis et ils étaient très stricts lorsqu'une action était menée: c'était le seul secteur de Cockerill fermé aux contacts avec les groupes d'extrême gauche; les délégués qui dirigeaient voulaient à tout prix ne pas être *confondus* avec un groupe *extérieur* et ne pas recevoir l'étiquette de *révolutionnaires*. Par contre, ils ont provoqué des grèves de solidarité avec des conflits en cours dans d'autres régions (Caterpillar) ou organisé des collectes (dockers). Ils luttèrent au sein de la délégation syndicale et ils parvenaient parfois à l'emporter. Tous les conflits au sein de la délégation et avec l'appareil syndical restaient internes; les critiques acerbes contre les dirigeants syndicaux n'entamaient pas leur volonté de faire partie du syndicat, ils refusaient même d'envisager une dénonciation publique de l'appareil. La répression syndicale les laissa totalement désarmés (30 mandats retirés provisoirement, 7 définitivement).

La grève pour les 2 % qui fut à l'origine du licenciement des meneurs était acceptée au début par toute la délégation de Cockerill. Pour qu'elle réussisse, une grève d'un secteur, jugée prématurée, avait été brisée peu avant, à l'instigation des délégués de l'aciérie. Ces exemples indiquent que les ouvriers de l'aciérie se préoccupaient d'améliorer le sort de la classe ouvrière mais ils avaient une conception relativement étroite, influencée par le corporatisme, des objectifs du mouvement ouvrier.

*caractéristiques synthétiques:*

unité, solidarité vis-à-vis de tous les ouvriers, goût du travail professionnel bien fait, combativité pour les revendications immédiates;  
refus du travail intensif;  
hauts salaires;  
réticence à tout contact extérieur.

On retrouve les traits du mouvement ouvrier des années 30, avec en plus un mélange de corporatisme et d'intégration dans la "société de consommation" (utilisation du salaire). Ces ouvriers, après avoir contribué à l'essor de la production dans des conditions pénibles, sont désormais en porte-à-faux vis-à-vis de l'évolution du capitalisme; même les ouvriers des secteurs modernes où le travail est intense et individualisé n'étaient pas en mesure de comprendre leur combat et de s'unir à eux.

Est-ce qu'on ne pourrait pas les comparer avec les ouvriers soviétiques d'aujourd'hui ? En partie, sans doute. Ils bloquent la croissance des forces productives (le matériel et les matières qui servent à la production), parce qu'ils croient qu'elles sont suffisamment développées pour assurer une vie agréable à l'ensemble de la population. Eux-mêmes bénéficient (ou ont bénéficié) d'un mode de vie relativement élevé tant que le rapport de force l'a permis. Leur faiblesse, du point de vue ouvrier, est d'estimer que les forces productives, qu'ils contrôlent plus ou moins, sont susceptibles de libérer les travailleurs si on les utilise dans leur intérêt et si on s'approprie une plus grande part de la production<sup>6</sup>; du point de vue des capitalistes, leur tort est de faire baisser le taux de profit et de ne pas s'adapter aux nouvelles technologies intensives qui s'imposent pour faire face à la concurrence.

En Belgique, les ouvriers des secteurs comme les docks, les chantiers navals, les ACEC, la sidérurgie à chaud, les cheminots (les conducteurs tout au moins) ont des comportements assez semblables. Ils incarnent en quelque sorte les vestiges du mouvement ouvrier de la *grande époque* implantés tant bien que mal dans la "société de consommation". Étant un obstacle à la croissance de la productivité (rentabilité), ils sont voués à disparaître en tant que force organisée.

2. Dans les années 60, de nombreuses entreprises furent construites ou agrandies pour répondre à la demande en forte hausse; dans la plupart de ces entreprises, les méthodes de production se fondaient sur le travail à la chaîne et exigeaient une forte tension dans le travail. Une nouvelle main-d'oeuvre se recruta parmi les immigrés, les femmes, les jeunes, dans les milieux de la paysannerie, toutes couches étrangères au mouvement ouvrier traditionnel, plus malléables, moins organisées, etc. Quelques années plus tard cependant, la révolte éclata dans quasiment toutes les entreprises de ce type: le montage auto (Ford, GM, VW, Citroën...), Caterpillar, les pneus Michelin, la sidérurgie maritime de Sidmar, les Forges de Clabecq, les mines du Limbourg, les femmes de la FN, etc. Pour certaines de ces entreprises (les trois dernières notamment) qui n'étaient pas tellement modernes, d'autres facteurs ont joué, plus traditionnels tels que le travail lourd physiquement, la mauvaise hygiène, la tradition de lutte.

La révolte des *nouveaux* ouvriers ne s'embarrassa d'aucune considération sur la paix sociale, elle brava le patronat comme les syndicats qui ne se pointaient que pour apposer leur signature au bas de conventions collectives, qui préservaient une productivité insoutenable. Dès lors, les grèves ne furent pas *reconnues* par les syndicats, les ouvriers ne reçurent pas d'indemnités de grève et la répression

---

<sup>6</sup> Pour qu'il n'y ait pas de malentendu, il faut préciser que nous tirons des leçons pour l'avenir, les ouvriers de l'aciérie n'étaient pas en mesure d'agir autrement, pour des raisons objectives et subjectives.

combinée du patronat (licenciements), de la gendarmerie (emprisonnements) et des syndicats (refus d'indemnités, retrait des mandats de délégués) s'exerça en toute impunité.

H. qui a conduit une de ces grèves, à VW, nous rapporte son expérience, mais il tient à préciser qu'il ne connaissait bien que les ouvriers de son secteur.

---

## Type d'ouvriers et leurs motivations

Les ouvriers étaient en général assez jeunes, du moins ceux qui travaillaient à la chaîne; à 31 ans, j'étais le plus âgé à la chaîne mécanique; il y avait environ 10 % de femmes.

En 1973, la nouvelle usine fonctionnait à peine depuis un an. Elle est passée de 900 ouvriers à 2.000 ouvriers environ. Les salaires étaient les plus élevés de la région. Les services sociaux (cantines, prêts pour l'achat d'une VW...) étaient renommés. La plupart des ouvriers avaient fréquenté l'école professionnelle: mécanique, carrosserie... ; beaucoup avaient l'auto comme hobby. Ils venaient généralement pour le fric et les jeunes de 18 à 25 ans voulaient pouvoir s'acheter rapidement une auto; ces derniers étaient originaires de Bruxelles et c'était souvent leur premier boulot. Certains espéraient amasser de l'argent pour ouvrir un garage. Des gens de la *campagne* (Alost, Ninove, Asse) étaient plus âgés (25 à 30 ans). La majorité des ouvriers habitait Bruxelles, une trentaine de bus venaient des environs. Il y avait très peu d'immigrés (Espagnols). Beaucoup n'étaient pas mariés. Quelques jeunes célibataires wallons (Borinage) avaient un *kot* à Bruxelles.

## Rôle des syndicats

L'activité syndicale était inexistante. Pas d'assemblée, de temps à autre un tract sur les conventions collectives, sur le travail du samedi. Si je ne me trompe pas, 50 % environ étaient syndiqués, une légère majorité était à la CSC. Je crois que les *paysans flamands* étaient plus syndiqués que les Bruxellois. Moi-même, je n'étais pas syndiqué. Les libéraux (fortement minoritaires) étaient un peu plus actifs à la peinture où il y avait souvent des problèmes, ils *soutenaient* les arrêts spontanés.

Les délégués: plus âgés, des anciens dans l'usine, de parfaits bureaucrates. Ils passaient à la chaîne pour ramasser les cotisations et s'enfuyaient le plus vite possible. Lors de l'embauche, ils furent présentés par le chef du personnel, une jeune femme *in*.

Les militants: à ma chaîne se trouvait un militant syndical, c'est lui qui a plus ou moins fait arrêter la chaîne. Il participait de temps à autre à des réunions syndicales sur l'usine (préparation des conventions collectives); il apportait des tracts syndicaux. Il avait beaucoup d'illusions sur les syndicats et était persuadé que le syndicat allait soutenir la grève, bien que je lui aie prétendu le contraire maintes fois.

## Les conditions de travail

Par rapport à ce que j'avais connu avant, c'était l'enfer. Sans motivation politique, je n'aurais jamais tenu le coup. Les premières semaines, mes doigts étaient perpétuellement en sang. Les insomnies étaient constantes et au début, je n'arrivais plus à avoir des relations sexuelles normales. La chaîne ne s'arrête jamais, il faut suivre. Les premiers temps, j'éprouvais de la peine à monter dans un tram à l'arrêt.

Le mécontentement était permanent. Il s'exprimait par des engueulades sur le voisin qui n'avait pas terminé sa tâche à temps ou l'avait mal remplie. Il s'exprimait par des malfaçons, des sabotages. Il faut aussi savoir que le temps d'apprentissage ne dépassait pas une semaine. En fin de semaine, il y avait des bagarres dans les vestiaires à tous les coups; les bus n'attendaient pas longtemps et il fallait aller vite, si l'on était en voiture, pour éviter les embouteillages.

## Révolte et hausse salariale

VW avait annoncé une hausse de la production par poste de 160 à 185 et ensuite à 205, si mes souvenirs sont exacts, mais le nombre de gestes par opération avait diminué et la direction prétendait que la charge de travail restait la même. Parallèlement, VW introduisit des expériences d'élargissement des tâches (suivre l'auto pendant plusieurs opérations) sous la responsabilité d'un délégué suppléant; en gros, ces expériences furent accueillies favorablement.

Pour beaucoup d'ouvriers, augmenter la production signifiait une hausse des cadences et donc de la charge de travail. Or, la direction avait *scientifiquement* démontré (battements de cœur...) qu'il n'y avait pas de surcharge de travail: c'était probablement faux, mais de toute façon, les ouvriers refusaient d'exécuter encore moins de gestes à leur poste. Si je me souviens bien, une tâche passait de 1 minute 15 secondes à 58 secondes (la différence me paraît trop grande). Toutes ces subtilités échappaient sans doute aux ouvriers pour qui *des autos en plus = une charge de travail plus grande*; c'était d'ailleurs le discours que je tenais. Mais il se pouvait très bien que *plus d'autos = plus de monotonie*, que cet aspect jouait aussi incontestablement un rôle ? D'autres aspects, le salaire et les conditions de travail, ont également joué.

Les derniers jours avant la grève, il manquait de réserves (quand on allait au WC), plus exactement, l'absentéisme était trop élevé. Certains ne pouvaient même pas profiter de ce repos indispensable du travail à la chaîne. À mon avis, la goutte qui a fait déborder le vase est le manque de remplaçants. Le jour où la grève a démarré et qui correspondait au passage de 160 à 185 autos, plusieurs ouvriers de la *mécanique* n'avaient pu se rendre à la toilette. À l'arrière plan, les conditions de travail et le salaire. Le marchandage *plus d'autos = plus de salaire* était à l'esprit de plusieurs ouvriers.

À la 160<sup>e</sup> auto, avec l'accord des autres, je pousse sur le bouton d'arrêt de la chaîne. La *mécanique* étant au début de la chaîne, tout s'arrête. Il est environ 21 h. À cette heure, il ne reste qu'un ingénieur qui essaie de dialoguer, mais il est dépassé par les événements; la plupart des ouvriers se dirigent vers le vestiaire pour attendre le pointage de 22 h, bien habillés et non en salopette comme d'habitude.

La pause du matin avait fait les 185 autos sans problème. Le jour suivant, le mardi, des arrêts momentanés ont lieu à la pause du matin. [...]

Le tract qu'on avait distribué y était sans doute pour quelque chose, on y décrivait les événements de la veille. Le même jour, la pause de 14-22 h entre dans l'usine pour tenir une assemblée générale, ainsi qu'il avait été convenu. À 14 h, la *mécanique* se dirige vers la *peinture* et défend les revendications *Non aux 185, + 10 F*. La *peinture* suit immédiatement malgré l'intervention d'ingénieurs; tout le monde se rend vers la *soudure*, où certains hésitent, elle se rallie et enfin, le cortège se rend au *mariage* et à la  *finition*; dans ce dernier secteur, quelques femmes surtout s'opposent et il faut *saboter*. En fin de compte, toute la pause se retrouve au réfectoire. J'y dénonce la hausse des cadences, la baisse du pouvoir d'achat, je parle de la prime de vie chère acquise par Cockerill. La direction riposte avec des arguments tels que *pas de surcharge de travail, à VW, les salaires sont les plus élevés*. Je réplique que la hausse des cadences entraîne une surcharge de travail et une baisse du pouvoir d'achat, et que les bénéfices de VW sont suffisants pour tolérer une hausse salariale. La direction mal préparée quitte l'assemblée (pour s'informer plus haut ?), les ouvriers rentrent chez eux. Les syndicats sont absents. Dépassés ? Quant à moi, j'organise un comité de grève: 30 ouvriers répondent à l'appel dont 5 de la *mécanique*, 1 de la *peinture*, 1 soudeur, 1 magasinier, les autres, je ne m'en souviens plus.

## La grève

Le mercredi matin, la pause de 14-22 h fait le piquet, environ 40 sont présents. La pause du matin entre dans l'usine, mais arrête la chaîne quelques heures plus tard; une assemblée a lieu avec la direction et les syndicats qui attaquent violemment les *maoïstes* et la *Chine où on travaille le dimanche pour rien*. Les grilles sont fermées, les ouvriers ne peuvent donc pas s'en aller. À 14 h, le piquet est beaucoup plus massif, 150 ouvriers avant l'arrivée des bus, une petite centaine seulement entrent pour travailler.

À 14 h 30, 300 ouvriers se dirigent en manifestation vers Citroën; c'est le mot d'ordre de 10 F qui est le plus crié. Le comité de grève est élargi à quelques ouvriers de la pause du matin, mais le militant syndical de la *mécanique* n'y vient plus. Ce sont surtout de très jeunes ouvriers qui participent au comité (moins de 25 ans), sauf un communiste espagnol. Ce sont tous des Bruxellois. Un groupe d'une dizaine d'ouvriers s'est rendu spontanément à la radio pour démentir les informations. Ils sont expulsés par les flics. Le vendredi, la reprise s'accroît, moins d'ouvriers viennent au piquet. La police intervient activement. Le week-end, 15 ouvriers sont présents à la réunion du comité et décident de rentrer lundi en se *camouflant dans la masse*.

Le lundi, une trentaine d'ouvriers, surtout des membres du comité ne trouvent pas leur carte de pointage dans leur atelier; à la place, un papier les invitant à se rendre chez le chef du personnel. Je comprends de quoi il retourne, je reprends le travail. Quelques minutes plus tard, les brigadiers se lancent vers moi, je fuis. Je dis qu'on veut me licencier pour mon rôle joué dans la grève. Peu de réactions. Je suis empoigné et conduit manu militari au chef du personnel.

## L'après-grève

Les syndicats présentent une nouvelle convention collective contenant de fortes hausses salariales et organisent un référendum. Une majorité, 60 %, vote oui; les 40 % ayant voté non à l'accord ne préféreraient pas nécessairement des changements dans le travail, ils réagissaient contre les négociations syndicales et dans plusieurs bulletins de vote, il y avait des allusions à la grève.

## Les leçons

Pour la majorité des ouvriers, la grève a servi de moyen de pression pour obtenir une hausse de salaire. Ils étaient d'accord de partir en grève à condition que le *sacrifice* ne soit pas trop grand et qu'on ne *s'oppose pas trop* au patronat. La plupart des ouvriers étaient pour le marchandage conditions de travail moins bonnes - salaire plus élevé, mais il ne fallait pas exagérer. Une minorité d'environ 30 % refusaient ce marchandage; il est probable que cette minorité voulait une hausse de salaire sans aggravation des conditions de travail, ce qui correspondait à notre position de l'époque, d'autant que les bénéficiaires de VW augmentaient.

Ajoute: depuis, la situation s'est stabilisée, le syndicat s'est mieux implanté et a joué son rôle d'intermédiaire (voir la *troisième tendance*) pour éviter les conflits violents gênant la production. (2004)

*caractéristiques synthétiques:*

nouveaux ouvriers;

individualisme, inorganisation;

indifférence ou hostilité vis-à-vis du travail ;

hauts salaires;

révoltes spontanées alternant avec de longues périodes de passivité.

3. La troisième tendance pourrait être qualifiée de *syndicalisme revendicatif*. L'expérience menée à MAS-Verviers nous a permis d'approcher cette tendance, d'en observer toutes les facettes. Avant l'arrivée de J. dans cette usine italienne de fabrication de plaques pour circuits intégrés, un délégué venait d'être licencié sans recevoir de soutien ni des ouvriers ni des syndicats. Les ouvriers, en majorité de jeunes immigrés, n'avaient pas de tradition.

À la mi-85, J. a fait un projet de bilan de l'action syndicale à MAS:

*10 ans d'existence de MAS à Petit-Rechain: ± 9 ans d'existence de la délégation syndicale. J'ai moi-même formé la délégation CSC et aidé à ce qu'une délégation FGTB fonctionne aussi.*



*Nous avons affirmé qu'il fallait compter sur les ouvriers: avec plusieurs actions – la plus unitaire et la plus dure était la grève avec occupation d'usine pour Julien (problème des attaques aux malades).*

*Il y a eu quantité d'arrêts de travail ou de petites grèves sur des problèmes identiques, mais aussi contre des sanctions (avertissements, mises à pied) pour fautes professionnelles, non-paiement régulier de primes après les congés, non-respect de telle ou telle clause de convention ou pour quelques licenciements.*

*En effet, nous avons réalisé plusieurs conventions d'usine axées sur la hausse du salaire, la garantie d'emploi avec indemnisation du chômage partiel, la suppression du jour de carence, une réglementation sur les hausses de cadences, etc., la réduction du temps de travail, l'obtention de primes de fin d'année et d'après congés, etc. Les dernières conventions n'ont plus donné lieu à des hausses salariales, elles se sont limitées à protéger les acquis et à grappiller quelques emplois.*

*Nous avons réagi avec plus ou moins de bonheur dans des problèmes particuliers à différents secteurs de l'usine.*

*Nous avons aussi mené des actions de grèves contre des sanctions de l'activité syndicale (avertissement aux délégués) et nous avons participé plus ou moins activement à toutes les actions professionnelles en front commun quelles que soient les directives des organisations syndicales.*

*Nous avons fait également des pétitions, collectes de solidarité pour Martin Frère, les mineurs anglais, etc.*

*On peut donc dire que l'activité syndicale à MAS sur les 9 ans de fonctionnement a été nourrie, variée et fortement combative si l'on prend comme points de comparaison beaucoup d'usines de la région (à part Martin Frère, EIB ?, Sherwood ?) et si l'on considère la jeunesse de notre usine et celle des ouvriers.*

*Progressivement, les problèmes quotidiens ont été emmurés dans le dialogue entre direction (chef du personnel) et délégués syndicaux considérés de plus en plus comme les responsables, les interlocuteurs privilégiés. Tout ou à peu près passe par ce biais. Avec pour résultat: un manque d'activité total des ouvriers; des solutions, compromis toujours boiteux; le découragement, parfois même la division des délégués syndicaux fatigués de tout porter; la distance de plus en plus grande entre ouvriers et délégués avec des disputes (dernière assemblée); des solutions corporatistes (sans délégation): hausse de salaire de certains ouvriers et secteurs sur le côté, alors que les problèmes concernent plus d'ouvriers et que des questions de principe sont laissées en plan.*

*Les délégués servent plus ou moins de tampon entre la direction et les ouvriers, ils encaissent des deux côtés, ne savent où donner de la tête, multiplient les réunions pour n'arriver à rien du tout.*

---

Le syndicat reproduit une sorte de division de travail entre les manuels et les intellectuels dans le domaine social, avec les délégués servant de pont entre les permanents et la base, comme la maîtrise entre la direction et les ouvriers. Par la lutte syndicale, on vise à renforcer la position des ouvriers au sein de la société, non pas pour les préparer à la transformer, mais bien pour qu'ils y trouvent plus de confort et d'argent.

Néanmoins, l'expérience de CDC où les ouvriers avaient une tradition de combat mérite de ne pas être oubliée. Avant les années 80, CDC faisait partie des ACEC dont les ouvriers passèrent sous direction syndicale communiste pendant la guerre (A.Wéry qui soutint par la suite notre expérience était alors le délégué principal); l'usine fut très active dans la lutte de classe et devint un pôle d'attraction pour la région de Charleroi; à la fin des années 50, A. Wéry fut évincé pendant une grave maladie et remplacé par R. Dussart. Les ACEC eurent encore un rôle actif pendant la grève de 60-61 et puis, les ouvriers se replièrent petit à petit sur eux-mêmes et pratiquent actuellement un corporatisme comparable à celui de l'ex-acière Thomas de Cockerill. CDC fut détaché des ACEC et les délégués s'inspirèrent d'une tactique syndicale plus traditionnelle. En 1979, CDC participa avec les ACEC à la grève pour les 36 heures qui aboutit à la baisse du temps de travail sans embauche compensatoire et sans garantie pour l'intensification du travail. Puis, pour contourner le blocage des salaires, le système

des bons d'achat, forme nouvelle de paiement en nature fut instauré en 81. Au même moment, le chiffre d'affaires commençait à stagner, le chômage partiel devint régulier, la dégradation s'accéléra; en 83, la répression intérieure prépara les licenciements (rapports pour maladie et pour faute du travail); restructuration en 84 avec 123 licenciements, 2<sup>e</sup> restructuration 9 mois plus tard refusée modérément par les syndicats sous la pression des ouvriers, occupation symbolique; la faillite est déclarée peu après la levée de l'occupation. Plusieurs mois plus tard, une nouvelle société voit le jour, peu d'ouvriers sont engagés, les avantages sont perdus, le *bastion ouvrier* est défait. Voilà les principaux faits bruts.

Après la faillite et à l'annonce d'une reprise modérée, certains ont préféré chercher un autre travail plutôt que d'accepter les conditions préhistoriques qui leur étaient offertes, ces jeunes aimaient autant chômer, beaucoup traînaient la jambe à l'idée de devoir retourner dans la nouvelle société. La conscience de l'impasse réformiste s'est faite trop tard, la liquidation de l'entreprise a été menée tambour battant. Il faut souligner que les ACEC, tout à côté, n'ont apporté aucun soutien et que la sidérurgie venait d'encaisser une série de défaites.

*caractéristiques synthétiques:*

implantation syndicale;

conflits spontanés dans les secteurs;

solidarité et unité relatives;

travail plus intensif, nerveux plus que lourd;

amour relatif du travail, routine, combativité moyenne;

salaire moyen (vers le haut);

individualisme relatif.

La plupart des ouvriers actifs syndicalement font partie de cette tendance: beaucoup d'entreprises des fabrications métalliques telles que la FN, CMI, EIB, Sidmar, Solvay, postes, pétrole, électricité (plus corporatiste)...

4. La première tendance est en voie de disparition, elle appartient à une phase dépassée de l'organisation du travail. Son mérite actuel est de mettre en évidence l'absence d'alternative du mouvement ouvrier qui fut dénoncée lors de la fermeture de l'aciérie LD (regroupant notamment les ex-ouvriers de l'aciérie Thomas).

La deuxième tendance est instable, se change assez rapidement en la 3<sup>e</sup> tendance; son mérite est d'avoir mis en accusation le travail moderne et la collaboration syndicale.

La troisième tendance a le mérite de poursuivre la critique commencée par la deuxième et la réflexion entamée par la première, mais elle évolue généralement en un syndicalisme purement revendicatif.

# APPORT DU CAPITALISME AUX OUVRIERS

On distingue habituellement deux périodes dans l'évolution de la classe ouvrière. Au début, le sort des ouvriers était peu enviable et tout le monde s'accorde (aujourd'hui) à reconnaître qu'il était absolument légitime de le réformer. On ne manque pas d'ajouter que les abus furent éliminés et que désormais la situation des ouvriers se rapproche de plus en plus de celle des classes favorisées, qu'un embourgeoisement s'est produit.

Les "marxistes" rétorquent que rien d'important n'a changé, que les ouvriers sont des exploités ne disposant que des miettes d'un grand festin, seule la forme a été modifiée; pour expliquer l'absence visible de la misère, ils s'en réfèrent à la part *relative* du salaire vis-à-vis du profit. À quoi il leur est répondu que la part du salaire dans le revenu national est plutôt en hausse, etc., etc.

L'ouvrier du début n'est devenu pleinement un ouvrier qu'à notre époque. C'est encore au Japon que c'est le plus visible ou aux États-Unis; là-bas, le mouvement ouvrier ne s'est pas formé dans une lutte anticapitaliste de longue durée, les ouvriers s'intègrent relativement harmonieusement dans la société capitaliste, ils paraissent être bien intégrés dans un orchestre conduit par le patronat et jouant le bel air du profit.

Dans les pays où le capitalisme est né, la classe ouvrière s'est aménagée une place en passant par 3 étapes et non par 2:

- au début du 19<sup>e</sup> siècle, indigence, soumission à l'extraction de plus-value absolue<sup>7</sup>, enfants surexploités, familles en perdition, dégénérescence physique et morale;
- de 1936 à 1960 (sauf 40-45): vie décente, amélioration de la santé, activités politiques, syndicales, culturelles; les réformes ont un effet favorable sur les ouvriers avant que les capitalistes ne puissent les utiliser pour leur propre compte, avec l'aide des dirigeants socialistes<sup>8</sup>;
- 1960 à nos jours: mode de vie déterminé par la production-consommation capitalistes, soumission à l'extraction de plus-value relative<sup>9</sup>, activités sociales restreintes, nouvelles formes de dégénérescence physique et morale.

Contrairement à ce qui était attendu par les marxistes (et conformément à ce que Marx pressentait?), l'extension des réformes ne s'est pas traduite par un renforcement de la classe ouvrière, mais par un affaiblissement de son influence, et pire encore, par sa subordination au capitalisme avec comme conséquence prévisible, dans une telle situation, une aggravation de sa condition au cours des années d'or.

La courte période de 1936 à 1960 au cours de laquelle les ouvriers ont profité des réformes pour élever leur activité est toujours gommée par la bourgeoisie. Les 2 dates, 1936 et 1945, rappellent à

---

<sup>7</sup> Plus-value absolue: *profit total* obtenu par l'allongement de la journée de travail.

<sup>8</sup> Prenons un exemple; en 1936, une réunion sur les 40 heures avec comme participants le gouvernement, les deux syndicats et des représentants patronaux se tient sous la pression de la grève générale (Belgique). Un extrait du PV des interventions du dirigeant syndical socialiste Isi Delvigne: *Le raisonnement tenu par M. Van Zeeland [Premier Ministre] sur les 40 h est exactement le même qu'on nous a tenu avant la guerre sur les 48 h. En 1921, lors de la discussion du projet de loi sur la journée de 8 h, nous avons encore entendu les mêmes arguments. Or, contrairement à toutes les prédictions des prophètes de malheur, notre économie n'a nullement été ébranlée par l'instauration de la semaine de 48h. Il y a dans notre pays, dit Delvigne, un parallélisme frappant entre le développement de la force motrice et la diminution de la durée du travail depuis 1860. [...] La question se pose de savoir si l'heure de réaliser la semaine de 40 h n'est pas venue. Delvigne n'a pas de crainte à ce sujet. Il faut adapter l'organisation du travail à la nouvelle situation économique créée par le formidable développement de la force motrice. [...] Il y a encore un autre argument en faveur des 40 h et c'est un argument d'ordre moral. Il y a énormément de jeunes gens qui n'ont que peu ou pas travaillé dans leur vie, et ce sont précisément ceux que vous trouvez actuellement devant les gendarmes. Si vous les abandonnez, vous perpétuez les mécontentements. Nous sommes d'accord pour dire que l'on ne peut pas payer 48 h de salaire pour 40 h de travail. Cela est impossible [...].*

<sup>9</sup> Plus-value relative: *profit total* obtenu par l'intensification du travail.

celle-ci de trop mauvais souvenirs, car elle a eu en face d'elle un mouvement ouvrier uni cherchant à augmenter ses conquêtes, à dépasser même ce qu'il revendiquait. Il n'y avait pas vraiment de démarcation avec la "société de consommation" qui plantait ses premières banderilles sur la petite bourgeoisie et les ouvriers qualifiés (voir la révolution impuissante incarnée par A. Renard).

Cependant, cette courte période revêt pour les ouvriers une importance particulière: *elle servira nécessairement de référence pour toutes les tentatives nouvelles de réaction contre le mode de vie actuel, contre le travail automatisé, ultra-moderne*, parce que les traces qu'elle a laissées dans les consciences et les habitudes des ouvriers la font apparaître comme une période relativement heureuse, marquée par l'unité, l'entraide, la vitalité<sup>10</sup>. Les 40 heures, les congés payés, les lois contre les milices fascistes, la légalisation des syndicats, partis et coopératives, la législation sociale ont été autant de points d'appui à la lutte anticapitaliste.

L'équilibre de force entre la bourgeoisie et la classe ouvrière ne pouvait pas durer, le taux de profit se faisait pressant pour le capital en mal de progéniture et de bougeotte, pendant que la force de travail ne voyait pas comment renoncer définitivement au contrat qui la lie sans s'anéantir elle-même. L'association capital-travail ne pouvait pas se rompre, la force de travail est soumise au capital qui l'utilise moyennant son entretien. *C'est la confirmation que l'ouvrier aliéné par le travail ne peut être l'agent principal de sa libération, seul l'ouvrier se métamorphosant en non-ouvrier dirigera l'émancipation du travail.*

À partir des années 60, la hausse des salaires signifie l'adoption d'un mode de vie plus individualiste, plus imbriqué dans la société capitaliste<sup>11</sup>; les 8 heures de travail et les congés payés impliquent le travail intensif et en équipe, des loisirs pour récupérer des forces; le système de sécurité sociale signifie que l'ouvrier pourra se rétablir tant bien que mal pour revenir travailler au plus vite, que les pensionnés, chômeurs et invalides auront le minimum pour survivre sans se révolter. Etc. Parallèlement à l'acquisition de ces *droits*, le mouvement ouvrier perdait de sa vigueur, abandonnait toute référence contestataire (révolutionnaire), se désintéressait même de la politique, les ouvriers se réduisaient à n'être qu'une force de travail créatrice de plus-value relative<sup>12</sup>.

Marx explique que l'ouvrier est plus productif que l'esclave parce qu'il est soumis à ses propres besoins. L'ouvrier qui veut nourrir sa famille doit chercher lui-même du travail et doit accepter le contrat qui lui est proposé, alors que l'esclave travaille sous la menace de mort de ses maîtres. L'ouvrier apparaît plus libre, libre de travailler ou de ne pas travailler, libre de travailler beaucoup ou de travailler peu.

Le capitalisme a aussi relié toute l'humanité par les moyens de communication et les échanges, il développe les forces productives (machines, transport) pour s'accaparer un surplus croissant: mais en même temps il crée dans la société l'idée qu'il est possible, en portant les forces productives à un niveau supérieur, d'améliorer durablement le sort de tous et pas seulement des privilégiés. En intensifiant le travail, le capitaliste oblige l'ouvrier à augmenter sa consommation, à modifier son mode de vie (il doit

---

<sup>10</sup> La revue "Seraing, Ougrée, Jemeppe au passé" a recueilli de nombreux témoignages sur cette période. (2012)

<sup>11</sup> Liens individualistes mais aussi sociaux, plus larges, plus diffus; exemple: la TV crée des rapports plus intenses avec les affaires du monde, mais en dehors de toute pratique; exemple: la construction d'une maison ne se fait pas sans établir des relations avec un architecte, un entrepreneur, des corps de métier, les amis, la famille, mais l'objectif est seulement le confort personnel; exemple: l'auto...

<sup>12</sup> Durant les *années d'or*, l'ouvrier n'était-il qu'une force de travail et rien d'autre? Tout d'abord, l'ouvrier d'aujourd'hui est plus complet qu'une force de travail, le capital ne peut pas tout régenter. Pendant la période qui nous intéresse, l'ouvrier a été terriblement chahuté: la crise des années 30 (avec pour certains le retour à une condition de paria), le front populaire, le fascisme, la guerre mondiale, l'après-guerre, la prospérité, la crise actuelle. Chaque époque a laissé ses marques dans la conscience et les habitudes des ouvriers et des autres couches de la population d'ailleurs. C'est ce que nous avons brièvement abordé à la fin de ce texte. (2004)

absorber plein de *nouvelles* inventions pour être satisfait): l'ouvrier est ainsi imbriqué dans les moyens de production modernes (à l'usine) et dans la consommation (auto, TV...).

L'action progressiste du capital est d'avoir forgé une classe ouvrière qui est, en quelque sorte, placée au centre de la société moderne.

Le capital a universalisé la science, la technique, les forces productives en général qui sont là partout dans le monde, ouvrant pour la première fois dans l'histoire la possibilité de libérer tous les exploités. En même temps, tout cela est conçu, orienté dans le but d'élever le taux de profit, d'aggraver l'exploitation dans le monde entier. Plus la société capitaliste se modernise, plus l'ouvrier est écrasé, aliéné, etc. Les ouvriers fabriquent de quoi les faire souffrir, les exploiter davantage, ils produisent bien plus qu'auparavant des objets qui les asservissent, les armes qui les tuent à petit feu ou à une grande échelle.

Chaque période qui s'ouvre, depuis que le capitalisme a atteint son stade impérialiste achevé, est plus oppressante pour la classe ouvrière et tous les travailleurs, chaque guerre réactionnaire qui éclate est plus destructrice, plus barbare qu'avant.

Il est extrêmement difficile de comparer l'Antiquité, la féodalité et le capitalisme pour savoir quel sort était réservé aux exploités. Il y a des périodes de l'Antiquité pendant lesquelles des esclaves mangeaient à leur faim et vivaient dans une certaine sécurité. Au cours de la féodalité, il y eut des famines et des épidémies qui ravagèrent une partie de l'Europe. Mais il n'y eut jamais de fléau comme les deux guerres mondiales et les ravages de la pollution, de la mauvaise alimentation, des accidents du travail et de la circulation, des crises économiques qui n'épargnent aucune région du monde.

Entre les fléaux de la féodalité et du capitalisme, il existe deux différences importantes: les fléaux du capitalisme portent beaucoup plus l'empreinte de l'action humaine (la bombe atomique comparée à la peste), ce qui au premier abord est plus révoltant; mais de ce fait même, avec des hommes mieux disposés et dans de meilleures conditions, la plupart des fléaux pourront disparaître.

Désormais:

1) Ce qui ne va pas incombe au capitalisme et ne peut plus être attribué, en règle générale, à un *abus*. *Ainsi advint-il que les plus grands industriels, jadis chefs de guerre dans la lutte contre la classe ouvrière, étaient maintenant les premiers à lancer des appels à la concorde et à l'harmonie. Et ceci pour de très bonnes raisons. C'est que toutes ces concessions à la justice et à l'amour du prochain n'étaient en réalité que des moyens d'accélérer la concentration du capital entre les mains de quelques-uns et d'écraser les concurrents plus modestes qui ne sauraient vivre sans les gains extraordinaires dont nous parlions. Pour ces quelques capitalistes, les escroqueries annexes de jadis n'avaient pas seulement perdu toute valeur, elles faisaient à présent directement obstacle aux affaires d'envergure. Et c'est ainsi que le développement de la production capitaliste seul a suffi – du moins dans les secteurs pilotes de l'industrie, car dans les branches moins importantes ce n'est pas le cas – à supprimer tous ces maux secondaires qui, au début, aggravaient le sort de l'ouvrier. Et c'est ainsi qu'apparaît de plus en plus au premier plan ce fait essentiel: on ne doit pas rechercher la cause de la misère de la classe ouvrière dans ces défauts secondaires, mais bien dans le système capitaliste lui-même.* (Engels, O.C., T. 3, p. 469-70)

2) Les ouvriers s'écartant d'un capitalisme qui leur brûle les doigts ne retourneront pas en arrière, ils sont en mesure de juger équitablement les machines et les produits, et ils les modifieront pour qu'ils se mettent à leur service. Les fameux *acquis*, ce ne sont pas les avantages matériels dont se prévalent les défenseurs du capitalisme, mais c'est la possibilité acquise par les ouvriers d'intervenir en connaissance de cause dans de nombreux domaines clés de la société<sup>13</sup>.

---

<sup>13</sup> L'exemple récent le plus frappant est le rôle des familles Russo et Lejeune dans la lutte contre la pédophilie. Leur activité remarquable a eu un écho et un poids considérables, nullement en rapport avec la place qu'elles occupent dans la société (2004).

3) Les ouvriers qui combattent encore les *abus* du capitalisme *peuvent* se brûler les doigts plus rapidement que d'autres moins exigeants et devenir des combattants plus conséquents du capitalisme. Mais c'est une grave erreur que d'identifier *possibilité* et *réalité*, il y a entre elles une rupture.

D'ailleurs beaucoup de combattants *anti-abus*, sont recrutés pour devenir des privilégiés (maîtrise, responsables syndicaux) ou forment une sorte d'aristocratie ouvrière (ACEC, pétrole, électricité...); leur dynamisme et leur intelligence indéniables s'adaptent à des tâches de direction au service de la bourgeoisie !

Les "marxistes" momifiés représentent certaines de ces couches d'ouvriers aspirant à une place au soleil – qu'ils prétendent que leur soleil sera anticapitaliste ne change rien à l'affaire – et la *vieille* tactique de lutte pour les réformes leur convient parfaitement pour arracher des privilèges *anticapitalistes*.

## LA DÉFENSE DES ACQUIS

### Historique

Face aux grandes luttes ouvrières, la bourgeoisie a toujours su céder sur l'accessoire et conserver l'essentiel. Mais le mouvement ouvrier n'était pas uni sur l'essentiel et à mesure que sa situation se consolidait dans la société le niveau des revendications a baissé.

- Les débuts: grandes grèves de 1886 pour le pain, de 1893, 1902 et 1913 pour le suffrage universel. Il s'ensuit qu'une minorité d'ouvriers est favorisée, formation de l'aristocratie ouvrière. Après la guerre 14-18, une masse plus importante d'ouvriers améliore son sort; la grève de 1932 est menée par les mineurs au nom des laissés pour compte.

- L'unité: la grande grève de 1936 et la participation à la résistance assurent l'unité de la classe ouvrière, la conquête d'un statut digne dans la société.

Ensuite, c'est le recul.

- Le recul: le niveau des exigences baisse: en 1950, la République est demandée, un autre roi est offert; en 1960, le contrôle ouvrier est sous-jacent, un gouvernement socialiste fait voter la loi unique; les années 70: le salaire est à l'avant-plan.

### La période actuelle

Avant la crise, l'échec des objectifs révolutionnaires a été effacé, pourrait-on dire, par l'obtention de réformes permettant aux ouvriers de tester la "société de consommation". Depuis que le capital se restructure internationalement, la classe ouvrière est attaquée dans toutes ses positions *fortes*, dans tous ses *acquis* qui, contrairement à ce qu'elle croyait en règle générale, n'ont rien d'éternel; ils découlent en fin de compte d'un *état de grâce* du capital monopoliste en Europe que le mouvement ouvrier a pu exploiter; le développement inégal du capital bouleverse l'industrie traditionnelle et même l'administration publique !

Quelle a été la tactique de la bourgeoisie et des réformistes, comment s'y prennent-ils ?

Les premières années, de 1974 à 1981, la bourgeoisie réussit à canaliser les revendications du mouvement ouvrier, à les enserrer dans un étau (exemple: pas de hausse de salaire hors de l'index) en faisant accepter la nécessité de *sacrifices*. Coup d'arrêt à l'intégration des ouvriers dans la "société de consommation". Les syndicats réagissent faiblement et détournent l'attention des ouvriers sur des revendications comme les 38 h et les 36 h (sans réembauche et sans maintien de l'intensité du travail) qui ne répondent pas à l'offensive sur les salaires, l'emploi et la sécurité sociale.

Depuis 1974, le capital se restructure, les vieux secteurs sont éliminés, les plus récents sont *flexibilisés*, des économies sont faites sur le revenu, sur la sécurité sociale, sur les dépenses publiques.

Les bastions ouvriers qui se sont implantés généralement dans les vieux secteurs sont écrasés les uns après les autres.

Dès 1982, le PS-SP est retiré du gouvernement, c'est alors la reprise des *acquis* dans un processus qui marginalise certaines couches d'ouvriers (le processus a débuté depuis longtemps, il est accéléré par la crise). Les syndicats sont en déroute, ils craignent autant les débordements de gauche que la *désyndicalisation* des travailleurs déçus, désillusionnés. Des scandales éclatent à des échéances rapprochées (Heysel, corruption dans le sport...) et ouvrent les yeux sur la réalité de notre époque.

## LA QUALITÉ ÉCOLOGISTE ET LA RÉACTION DES MOMIES MARXISTES<sup>14</sup>

Selon certains qui se réfèrent à l'écologisme ou à des tendances similaires, le capitalisme est un système économique productiviste qui se caractérise par la fabrication d'un grand nombre de biens, lesquels ont permis d'éliminer la famine, de loger tout le monde, d'offrir des vacances à tous, etc.; mais la qualité de la vie laisserait à désirer: la pollution, l'alimentation nuisible, l'entassement des gens pendant les vacances, etc. La *quantité* représenterait une étape, au sujet de laquelle d'ailleurs les avis divergent, et l'étape à venir se distinguerait par une qualité supérieure des rapports humains, des produits, etc. Quantité contre qualité, qui a raison ? Les partisans de la quantité disent qu'éliminer la pollution, éliminer les insecticides dans les cultures, etc. provoquera des fermetures d'entreprises, la réapparition de la pénurie, bref serait un retour à l'ancienne condition ouvrière. Les partisans de la qualité rétorquent que les frais ne seront pas trop élevés, que les gaspillages reviennent bien plus cher.

Au cours des années 60 et 70, le salaire des ouvriers a environ doublé et comme la production capitaliste s'est également envolée, les travailleurs ont pu acheter des biens, voilà pour la quantité. Mais quelle était alors la qualité de leur existence ? Selon les partisans de la qualité, elle aurait été très mauvaise et le progrès social réel résiderait en une amélioration de la qualité. Mais ce n'est pas l'avis des ouvriers qui ont connu le passage de la pénurie à l'*abondance* ou qui en ont eu connaissance par les récits de leurs parents; ils estiment que leur existence a été qualitativement transformée depuis l'époque de la misère, des taudis, des épidémies, de l'absence de tout droit. Ils ont raison pour le capitalisme *primitif* qui se satisfaisait d'ouvriers proches du vagabondage et du lumpenprolétariat, tandis que le capitalisme épanoui utilise des ouvriers mieux intégrés; il y a eu une évolution au point de vue de la quantité des biens en possession des ouvriers comme de la qualité de leur vie: les deux aspects sont inséparables, indissolublement liés.

La controverse porte sur la *qualité* que des écologistes veulent améliorer et qui risquerait de causer des préjudices à la *quantité*: améliorer les logements au lieu d'en construire de nouveaux, améliorer l'alimentation alors que le Tiers Monde (et le *quart monde*) ne mange pas à sa faim. Il faut opérer un choix dans la répartition des ressources, voilà l'enjeu immédiat, apparent. Derrière l'utilisation inadéquate des termes quantité-qualité se profile un affrontement entre deux conceptions de la production et du mode de vie, entre deux conceptions de la société qui ne sont d'ailleurs pas antagoniques.

---

<sup>14</sup> Nous faisons allusion ici à un des aspects de la tendance dominante des écologistes, sans chercher à faire un bilan et sans viser la gauche écologiste. Ajout de 2012: depuis est apparu un courant appelé "Les objecteurs de croissance" qui est plus conséquent, plus soucieux aussi de prôner une "décroissance" et une "simplicité volontaire" qui s'appliquerait à toute la société, et dont les limites – selon nous – sont abordées dans le texte "La décroissance simpliste".

En effet, l'opposition entre les partisans de la *quantité* et de la *qualité* se résorbe sans trop de problème lorsque les capitalistes reconnaissent que la *qualité* peut être rencontrée par la création de nouvelles entreprises rentables; de même que l'usine de traitement de déchets combat la pollution et rapporte du profit, de même que l'usine qui traite les déchets de l'usine de traitement des déchets, sans parler – nous anticipons – de l'entreprise qui traitera les déchets de traitement de déchets qui a traité les déchets précédents de l'usine de traitement de déchets. Un des grands spécialistes américains (et du monde) de la gestion, P. Drucker, prévoit que les usines automatisées seront mieux à même de diversifier leur production et qu'elles pourront, par conséquent, répondre à une demande plus exigeante; il envisage même une production des biens de qualité sur la base de la grande production automatisée et il espère prendre de vitesse les écologistes et autres consommateurs *exigeants*. Cela ne résout pas ce qu'on appelle plus largement la *qualité de la vie*, mais Drucker estime aussi que le travail sera amélioré, rendu plus intéressant et il prédit beaucoup de belles choses pour le futur du capitalisme.

Mais en attendant que le capitalisme coupe les ailes à ces écologistes, voyons pourquoi l'opposition n'est pas aussi grande qu'on pourrait le croire.

Pour nos "marxistes", parler de *qualité* n'a pas de sens: à des pauvres sans emploi, faut-il conseiller de refuser tout emploi non enrichissant et de préférer la misère ? À des gens vivant dans un taudis immonde, de refuser un appartement dans un HLM et d'exiger un appartement luxueux ou une maison somptueuse ? De même, vis-à-vis des travailleurs, faut-il qu'ils courent le risque de perdre leur emploi déqualifié ou leur logement peu confortable au nom d'une meilleure qualité ? Si l'on se pose ainsi les questions, chacun répondra qu'il vaut mieux un HLM que pas de logement, beaucoup de nourriture que la famine, etc.

Mais, il y a un mais, est-ce la seule alternative qui se présente ? C'est bien de cela qu'il s'agit ! En effet, ceux qui insistent le plus sur la qualité, c'est-à-dire aujourd'hui sur le *luxe* ou, du moins, sur des exigences qui impliquent des efforts plus lourds et des dépenses plus élevées, appartiennent généralement à des classes aisées qui, comme on dit, *ont les moyens*. De la nourriture non infectée par les produits chimiques, des logements insonorisés et pratiques, un environnement non pollué, tout cela suppose des revenus plus élevés et aussi, pour ceux qui fabriquent leur pain eux-mêmes, etc. beaucoup de temps libre après une journée de travail pas trop fatigante. Un tel mode de vie correspond actuellement à un recul vers l'artisanat primitif, vers l'individualisation (villas isolées, travaux individuels, etc.) et conduit à délaisser les problèmes vitaux de la vie quotidienne (grande production, grande distribution, politique...) <sup>15</sup>. Ceux qui prônent la *qualité* immédiate abordent des problèmes réels (pollution, alimentation, etc.), mais de manière unilatérale, ils prônent un autre mode de vie que celui adopté par la grande majorité de la population; il n'y a donc pas passage de la *quantité* à la *qualité*, il y a passage d'un mode de vie soumis à la grande production capitaliste à un mode de vie influencé par l'artisanat (tant qu'il n'est pas *recupéré*). Ce mode de vie soi-disant de qualité est hors de portée des ouvriers; pas seulement parce qu'il demande des revenus élevés, surtout parce qu'il demande que la grande masse de la population assume encore les tâches pénibles de la grande production, robotisée, taylorisée (et ceci concerne de plus en plus les employés), soit encore écrasée par le travail (le temps libre sert à récupérer des forces) ! Et lorsque chacun aura accès à la *qualité*, cela voudra dire qu'elle aura été *produite* en grande quantité par les industries capitalistes en épuisant les travailleurs et des maux plus subtils seront découverts avec du retard ! P. Drucker se trompe dans ses prévisions.

Revenons à nos "marxistes". Ils parlent des pauvres comme si la classe ouvrière n'avait pas évolué et était toujours misérable, comme si la plupart des *nouveaux pauvres* n'avaient pas fait l'expérience de la "société de consommation" et – allons plus loin – comme si les pauvres du Tiers Monde étaient prêts à

---

<sup>15</sup> Mon opinion actuelle est plus nuancée, car le processus entraîne des innovations intéressantes, quoique insuffisantes (voir "Balade dans un autre monde") (2004).



tout pour vivre comme nous<sup>16</sup>. Nous l'avons dit et répété. Lorsque des travailleurs vivant comme des parias accèdent à la civilisation même capitaliste, c'est déjà un progrès; non pas que leur sort se soit vraiment amélioré – nous en revenons à la situation présente –, les maux actuels n'ont rien à envier à ceux du passé, il suffit de considérer les 50 dernières années, guerre mondiale, crises graves, instabilité, nouvelles maladies, rapports humains détériorés, etc., etc. Le progrès, c'est que les travailleurs font l'expérience d'à peu près *tout* ce que les entreprises fabriquent, ils se frottent en quelque sorte au capitalisme dans ce qu'il a de plus avancé, de plus prometteur, et ce à *leurs dépens*.

Dès lors, même les ouvriers mis au chômage et relégués dans de vieilles maisons ou les jeunes marginalisés après leurs études et ayant eu une enfance *heureuse* ne peuvent plus être comparés avec les chômeurs du début du capitalisme. Les réactions des ouvriers menacés par les maux anciens sont d'ailleurs marquées par l'expérience de la "société de consommation", d'autant que les chômeurs actuels, les assistés, vivent autrement que ceux du passé<sup>17</sup>.

Beaucoup sont surpris et ne croient plus à une reprise de l'économie, l'instabilité et l'incertitude leur paraissent être des constantes; ils ne cherchent pas seulement un emploi, puisqu'ils savent qu'il y en a de moins en moins, ou une maison puisqu'ils ne peuvent plus s'endetter, ils se sentent coincés de toutes parts. C'est-à-dire qu'ils veulent avant tout la stabilité, la dignité. D'autres, dans les jeunes, ne veulent pas se *sacrifier* comme les parents, accepter n'importe quelle vie qui serait aussi terne et pénible, c'est-à-dire qu'ils veulent une vie plus active avec des responsabilités, une solidarité. Dès qu'on gratte un peu la surface, – les revendications traditionnelles qui ne sont plus soutenues comme avant, c'est le moins qu'on puisse dire –, de nouvelles exigences issues de l'expérience moderne sortent de l'ombre. Elles sont encore diffuses, on peut cependant déjà deviner que la *qualité* des écologistes n'y répond pas, pas plus que la *quantité* des marxistes traditionnels qui se trouvent être parmi les défenseurs du passé, de la "société de consommation" !

La stabilité, les responsabilités, une vie enrichissante, de meilleurs rapports humains, autant de désirs qui ne peuvent être réalisés que dans une société *supérieure*. Voilà comment s'esquisse l'alternative qui transcende le faux débat quantité-qualité.

---

<sup>16</sup> L'Iran est un cinglant démenti; qu'on hurle avec les loups contre le retour à un certain obscurantisme est une chose, mais alors qu'on s'interroge également sur les raisons de la vogue intégriste dans le monde arabe ! Faut-il qu'ils copient notre société en tant qu'étape vers le progrès ?

<sup>17</sup> Nous connaissons mal ce milieu. Mais les revenus minimums, le mode de vie minimum, les relations avec les gens, les luttes qu'ils mènent (pas de marche de la faim) ne sont pas comparables au passé, se rapportent à un capitalisme plus développé.

# LA NOUVELLE MARGINALISATION DE LA CLASSE OUVRIÈRE<sup>18</sup>

La bourgeoisie a deux grands objectifs concernant les ouvriers:

- 1) les adapter aux exigences de la production informatisée et de la production moins moderne, mais indispensable, en rétablissant les hauts taux de profit: flexibilité, baisse du salaire, suppression d'avantages sociaux, etc.;
- 2) liquider le *superflu*: les vieilles industries en surcapacité, les ouvriers trop contestataires, baisser les revenus des allocataires sociaux (invalides, pensionnés), etc.

Des régions et des couches entières de travailleurs sont rejetées par le capitalisme: une dimension aussi grande n'a jamais été atteinte, c'est une situation nouvelle. Jusqu'à présent, on connaissait les pays-régions où le capitalisme est peu développé et ceux où le capitalisme est développé; désormais, il s'y ajoute les pays-régions abandonnés par le capitalisme.

Les travailleurs qui ont été formés, façonnés par la société capitaliste et qui ont un emploi instable, vivant dans des régions en voie de désertification (fermeture du petit commerce, fermeture des hôpitaux, maisons abandonnées, délinquance des jeunes, etc.) occupent une place *objective* à cheval entre l'intégration au capitalisme et le rejet vers le chômage, vers une condition proche des marginaux (des marginaux de la "société de consommation" et non des débuts du capitalisme). Cette position intermédiaire dans une région en déclin encourage des attitudes critiques et des modifications dans le comportement.

Pour l'instant, la tendance est de s'inspirer du mode de vie des années 50, d'éviter les gaspillages, de bricoler beaucoup soi-même, de jardiner, etc.

Dans les années à venir, les travailleurs découvriront mieux la gravité de la dégénérescence physique et morale provoquée par la "société de consommation", ils ressentiront plus consciemment la marginalisation.

## LA TACTIQUE POUR S'ENGAGER DANS LE RENOUVEAU

À l'aide des réformes, les ouvriers se sont introduits dans les rouages du capitalisme en croyant ainsi en finir avec les maux traditionnels et améliorer leur place dans la société. Au bout de quelques années d'expérience, pas tellement dans le fond, ils commencent à constater que les besoins nécessaires sont mal résolus ou pas résolus du tout.

Face à la marginalisation qui les guette, face aux capitaux qui s'enfuient, les travailleurs ont un *nouveau* combat à mener pour s'occuper des besoins nécessaires et conquérir la liberté. Pour se sauver, il leur faut intervenir dans tous les domaines où ils ont acquis de l'expérience et s'ouvrir aux domaines qui leur sont mal connus.

Nous vivons une époque trouble, confuse, dominée par les besoins dictés par le capitalisme. Le passage vers des besoins progressistes dominants exige la critique massive de la "société de

---

<sup>18</sup> Il s'agit ici d'hypothèses qui, comme toutes les hypothèses, doivent être soumises à l'épreuve de la réalité; il faudrait actualiser en tenant compte d'éléments nouveaux comme l'apparition de mouvements et d'entreprises alternatifs, où les ouvriers sont par ailleurs encore absents (2004).

consommation" par des travailleurs de plusieurs pays et régions qui en souffrent le plus, ainsi que des essais de changements portant des fruits. [...]

# TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	2
EFFETS DE LA TACTIQUE MARXISTE	3
LA TACTIQUE MARXISTE	3
LA CONDITION OUVRIÈRE MODERNE	6
TROIS TENDANCES OUVRIÈRES ACTUELLES	8
APPORT DU CAPITALISME AUX OUVRIERS	18
LA DÉFENSE DES <i>ACQUIS</i>	21
LA <i>QUALITÉ</i> ÉCOLOGISTE ET LA RÉACTION DES MOMIES MARXISTES	22
LA NOUVELLE MARGINALISATION DE LA CLASSE OUVRIÈRE	25
LA TACTIQUE POUR S'ENGAGER DANS LE RENOUVEAU	25
TABLE DES MATIÈRES	27